Cahier de doléances du Tiers Etat de Chenegy (Aube)

Cahier de doléances, plaintes et remontrances de la communauté de Chenegy, dressé en assemblée générale des habitants de la paroisse dudit Chenegy convoquée au son de la cloche en la manière accoutumée, et tenue ce jourd'hui 15 mars 1789 en exécution des lettres du Roi données à Versailles le 24 janvier 1789, pour la convocation et tenue des Etats généraux du royaume, du règlement du même jour y joint, et de l'ordonnance de M. le bailli de Troyes du 14 février suivant, pour être remis aux députés de la paroisse dudit Chenegy, qui vont être nommés à la pluralité des suffrages par un procès-verbal séparé, pour par lesdits députés porter ledit cahier à l'assemblée du bailliage de Troyes qui doit se tenir le 19 dudit présent mois de mars.

Art. 1^{er}. Déclarent lesdits habitants qu'ils sont accablés d'impôts parce que les ministres et leurs agents dans l'administration et la finance les ont augmentés jusqu'à l'excès, de leur seule volonté, sans égard pour les lois primitives du royaume qui veulent que les Français ne soient taxés que de leur consentement ; et que cette surcharge d'impôts, loin de tourner à l'acquit des charges de l'État, a été dissipée par ces ministres et leurs agents ; que, pour éviter par la suite de semblables abus, pour ne pas dire plus, ils demandent :

1° Qu'à l'avenir aucune de leurs propriétés ne puisse être chargée d'aucun impôt qu'au préalable il n'ait été consenti par les États généraux du royaume composés des députés librement élus et chargés de leurs pouvoirs ;

2° Que, suivant le résultat du Conseil du Roi du 27 décembre dernier, les ministres seront par la suite responsables des sommes levées sur le peuple.

3° Ces deux déclarations et volontés desdits habitants insérées dans le cahier du bailliage de Troyes, adoptées par les États généraux et solennellement proclamées, lesdits habitants consentiront, comme ils consentent dès à présent, à l'établissement ou prorogation des subsides que les États généraux croiront absolument nécessaires aux besoins de l'État, les dépenses inutiles retranchées, à la condition encore que les impôts qui distinguent les Ordres seront supprimés et remplacés par des subsides uniformément répartis entre les tous les sujets sans distinction, mais en raison de leurs propriétés.

Art. 2. Demandent lesdits habitants qu'il soit proposé et insisté par Messieurs les députés aux États généraux sur la suppression des gabelles, ce qu'ils obtiendront sans doute facilement d'après la volonté du Roi manifestée dans ses édits où il a déclaré qu'il s'occupait jusqu'à en éteindre le nom.

Art. 3. Demandent pareillement les habitants qu'il soit proposé la suppression des aides. Il est inutile de s'étendre sur ce qu'il en coûte à l'État pour l'administration de ces deux parties des fermes générales, et combien non seulement les citoyens sont gênés pour le commerce des vins, mais encore combien il leur en coûte en amendes et en frais pour prétendues fraudes, presque toujours commises par ignorance.

Tel modique que fût le droit représentatif de ces droits de gabelles et d'aides, il produirait plus à l'État que ces droits tels gros qu'ils soient, à cause de l'immensité des directeurs généraux, des contrôleurs et receveurs généraux, des particuliers, et de la fourmilière de commis de toute espèce qu'il faut solder.

Cette classe de gens jouit encore de privilèges qui feraient une augmentation dans les finances.

Art. 4. Les habitants demandent encore la suppression des maîtrises particulières des eaux et forêts. Ces juridictions coûtent immensément aux sujets du Roi par les sols pour livre qu'on leur paie pour leurs droits d'adjudication à la vente des bois, par les mêmes droits aux replantages, par leurs vacations aux informations de commodo ou incommodo pour parvenir aux coupes, pour les martelages, les récollements, les congés de cour, etc., ce qu'il faut à leurs arpenteurs, à leurs gardes généraux et à leurs collecteurs des amendes qui sont autant de sangsues. Leurs droits sont plus ou moins forts, suivant la

distance de l'établissement de leur siège aux endroits où ils opèrent, et ils sont presque toujours arbitraires.

Les receveurs généraux des domaines et bois ne sont pas moins à charge au peuple. Ils s'attribuent des droits de retenue sur les sommes provenant de la vente des bois des communautés qu'on est obligé de déposer entre leurs mains ; lorsqu'il faut les retirer pour acquitter les charges de ces communautés, il faut autant d'ordonnances du grand maître qu'il y a de personnes à payer, qui coûtent encore de l'argent pour les secrétaires ; après cela, viennent les droits de quittance de ces receveurs ou directeurs ; faut-il compter de net nouveaux frais. De façon qu'on peut dire qu'il en coûte aux paroisses environ le tiers du prix de leurs biens pour droits que l'on prétend être dûs, non compris les démarches et les dépenses qu'il faut faire pour arriver à ce compte final, les cadeaux qu'il faut faire, et les rodomontades qu'il faut essayer de la part de cette classe de financiers.

Ces juridictions peuvent être remplacées par les bailliages seigneuriaux établis dans environ le tiers des paroisses. Les officiers, conformément à l'ordonnance de 1669, feraient les martelages et récolements gratuitement. A l'égard des adjudications et autres opérations y relatives, elles seraient faites à bien plus légers frais, et le prix de ces adjudications serait versé directement entre les mains du syndic et des principaux habitants convenus pour l'employer à l'acquit des objets pour lesquels les ventes se feraient. Il n'y a pas longtemps, au surplus, que les officiers des maîtrises ont usurpé ces droits sur les officiers seigneuriaux. A l'égard de la police et de toutes les opérations à faire pour les bois du Roi, les officiers des bailliages royaux en pourraient être chargés, ainsi que du contentieux de la juridiction des maîtrises.

Il est vrai qu'il faudrait pourvoir au remboursement des finances des officiers supprimés. Mais, en fixant un temps suffisant pour ces remboursements, l'on trouverait dans la bonne administration et dans le produit des gages du nombre d'employés à supprimer plus qu'il ¹ faudrait pour ces remboursements .

Art. 5. Un autre moyen d'économie pour les campagnes serait la suppression des milices. Ce qu'il en coûte à chaque paroisse en particulier fait, pour ainsi dire, une seconde taille. Les habitants de Chenegy voient personnellement qu'ils sont annuellement confondus avec six autres paroisses pour fournir un milicien. Les garçons de ces sept paroisses sont obligés d'aller à Troyes ; souvent et presque toujours les pères et mères, maîtres et maîtresses de ces garçons les y accompagnent. De là, il résulte des dépenses nécessaires, non compris le dérangement des travaux précieux de la campagne. Chaque garçon bon à tirer au sort met au moins six livres à une bourse commune pour le milicien ; les garçons d'une taille inférieure contribuent aussi pour s'exempter d'aller à Troyes. Les syndics de chaque paroisse sont obligés de les conduire ; cela occasionne encore des dépenses. Les miliciens ainsi tombés au sort restent chez eux ou, s'ils sont incorporés dans d'autres corps, ils font toujours de mauvais soldats, servant contre leur gré.

Les habitants savent bien qu'il est nécessaire d'avoir toujours un nombre d'hommes prêts à servir au besoin, mais on pourrait se le procurer avec bien moins de frais pour les paroisses.

Les députés de leur paroisse sont chargés de proposer à l'assemblée du bailliage de Troyes un droit sur les garçons âgés de vingt ans, représentatif des milices. Ce droit, fixé à trois livres par chaque garçon de l'âge susdit de vingt ans fera un fonds beaucoup plus que suffisant pour avoir annuellement un homme propre à servir dans les troupes du Roi. Ces sommes des différentes paroisses réunies seront remises soit à une personne préposée pour lever les soldats, soit à un des syndics des paroisses qui doivent coopérer ensemble pour fournir un milicien, lequel se procurera un homme de la taille portée par l'ordonnance, lequel il fera accepter et enrôler par M. le subdélégué de l'intendance. De cette manière, il en résultera une diminution de plus des deux tiers pour chaque paroisse en particulier.

Art. 6. Il y a encore un moyen d'économie pour les paroisses qui, quoique paraissant médiocre, mérite d'être réclamé.

Originellement, chaque syndic de paroisse, au bout de l'année de son exercice, rendait son compte aux habitants assemblés qui le débattaient et arrêtaient sans frais. Les commissaires départis dans les

¹ ne

provinces ont surpris du Conseil, le 31 juillet 1776, un arrêt qui les autorise à arrêter ces comptes des syndics.

En vertu de cet arrêt, M^{rs} les subdélégués des intendances expédient annuellement un ordre aux syndics de porter en leur greffe un état de leurs recettes et dépenses avec les pièces et quittances relatives. Cet ordre coûte d'abord un droit de port ; ensuite les syndics sont obligés d'aller à Troyes porter ce qui leur est demandé, d'y retourner prendre le compte dressé pour le communiquer aux habitants, de le reporter ensuite avec leurs apostilles et observations, et enfin d'y aller encore le rechercher lorsqu'il est clos. Ces différents voyages coûtent beaucoup aux paroisses, et il leur en coûte encore 20 livres par an pour les honoraires de M. le subdélégué et de son greffier, de façon que le tout ensemble fait environ une charge de 50 livres par an pour chaque communauté.

Les habitants de Chenegy demandent que Messieurs les députés à l'assemblée des Etats généraux insistent sur la suppression de l'arrêt du Conseil du 31 juillet 1776, et sur ce que les choses soient remises dans leur état primitif ; qu'ils soient autorisés à arrêter et clore eux-mêmes les comptes de leurs syndics ou en présence de leur juge ordinaire sans frais. Cela doit souffrir d'autant moins de difficultés que M^{rs} les subdélégués ne font que les arrêter sur l'avis des habitants.

Art. 7. Il n'y a nul doute que la coutume du bailliage de Troyes soit allodiale, et par conséquent que tous les héritages qui y sont situés sont francs et de franc-alleu s'il n'y a titre au contraire.

Cependant, dans la plus forte partie des seigneuries qui sont dans son enclave, et particulièrement dans celles qui sont au couchant de la capitale de la Champagne et qui avoisinent les seigneuries situées dans l'étendue de la coutume du bailliage de Sens qui est censuelle, presque tous les héritages sont chargés de rentes et censives en grains, chair et argent.

Il ne faut pas en induire que les héritages qui supportent ces charges soient de la concession des seigneurs et aient été abandonnés à la charge de ces cens et rentes. Cela vient au contraire de ce que, dans les siècles d'ignorance et, depuis, par la force, la violence et la surprise, plusieurs seigneurs, en faisant reconnaître ces héritages, y ont fait appliquer une charge plus ou moins forte, suivant la facilité ou la résistance qu'ils ont trouvée dans leurs vassaux.

Un jurisconsulte moderne vient de donner une dissertation par laquelle ces droits de rentes et censives sont prescriptibles.

Les habitants de Chenegy, en louant son zèle, croient qu'il aurait dû, en même temps, prouver que ces droits de rentes et censives sont rachetables. En conséquence, ils chargent leurs députés à l'assemblée du bailliage de Troyes de prier Messieurs les Députés aux États généraux de faire ordonner que tous propriétaires de biens, dans l'étendue de la coutume du bailliage de Troyes, pourront rembourser aux seigneurs les capitaux des rentes et censives qui peuvent leur être dues sur leurs dites propriétés, suivant la fixation et estimation qui seront faites desdits capitaux par experts qui seront convenus à l'amiable entre lesdits seigneurs et lesdits débiteurs de rentes et censives, ou nommés d'office ; que, pour se procurer de la part desdits débiteurs de rentes et censives la facilité de faire lesdits remboursements, il leur sera accordé le terme de dix années pendant lesquelles ils continueront à acquitter lesdites rentes et censives.

Les habitants ne pensent pas que les seigneurs s'opposent à la promulgation d'une loi aussi sage, puisqu'ils seront indemnisés par le remboursement qui leur sera fait amiablement ou à dire d'experts du fonds de leurs redevances. Les habitants régis par la coutume du bailliage de Troyes resteront dans leur état originaire. Il leur en coûtera à la vérité ; mais il est juste qu'ils paient la bonhomie de leurs pères qui ont imposé sur leurs héritages une tache qu'ils n'avaient pas dans le principe. Ils gagneront au surplus, en quelque façon, leurs capitaux par l'exemption des frais qui leur sont souvent faits faute de servir les droits à leur échéance ; ils n'éprouveront plus d'entraves lorsqu'il veulent vendre ou acquérir ; enfin, leurs propriétés seront à eux, et ils ne seront plus harcelés par des gens d'affaires ou des fermiers de mauvaise humeur.

Art. 8. Les habitants demandent aussi que la mendicité hors de sa paroisse soit défendue.

Il résulte de la liberté qu'on accorde de mendier hors de sa paroisse les plus grands abus et souvent les plus grands dangers. Il y a abus parce qu'il y a parmi les mendiants des gens qui réellement ne sont pas dans un état de pauvreté qui les réduise à courir dans les villages voisins pour y trouver leur vie ; il y a

encore abus en souffrant que des personnes dans leur jeunesse, non infirmes et en état de travailler, courent la campagne par paresse. Et il y a danger de laisser mendier ces derniers, parce que souvent ce sont des voleurs qui s'associent, qui pillent ce qu'ils trouvent et se font donner par force ce qui leur plait.

L'on peut remédier à ces abus et à ces dangers en ordonnant que chaque paroisse soit tenue de nourrir ses pauvres, en défendant à aucun d'eux d'en sortir sous peine de prison.

Le présent cahier, servant d'instructions et pouvoirs, a été lu, approuvé et arrêté en l'assemblée générale desdits habitants de Chenegy tenue devant nous Joseph Mennessier, procureur au bailliage et duché d'Estissac, juge en cette partie, pour l'absence de M. le bailli audit bailliage et duché, et de la vacance de l'office de lieutenant, assisté du sieur Nicolas-Charles Baudouin, greffier de la municipalité de Chenegy. Lesquels habitants donnent pouvoir aux députés, qui vont être par eux nommés par un procès-verbal séparé, de porter ledit cahier à l'assemblée du bailliage de Troyes qui se tiendra le 19 du présent mois, leur donnant pareillement pouvoir d'élire telles personnes suffisantes et capables avec les autres paroisses et juridictions dépendant du bailliage de Troyes et autres pour assister aux Etats généraux du royaume de France, qui se tiendront en la ville de Versailles le 27 avril prochain. Et ont les dits habitants signé pour autant qu'il y en a qui savent signer, ledit jour 15 mars 1789.